



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 15 janvier 2026

La Banque mondiale a abaissé sa prévision de croissance du PIB du Mexique à 1,3 % pour 2026, plaçant le pays parmi les économies les moins dynamiques d'Amérique latine.

### LE CHIFFRE A RETENIR

**1,3 %**

Estimation du taux de  
croissance du Mexique en  
2026 par la Banque mondiale

Dans son rapport *Global Economic Prospects*, l'institution souligne que cette révision à la baisse s'explique notamment par un ralentissement marqué de la croissance en 2025 (estimée à 0,2 % par la Banque mondiale), ainsi que par un environnement externe encore incertain. Les tensions commerciales persistantes et la révision attendue du T-MEC pour mi-2026 continueraient de peser sur l'investissement et les échanges, malgré le soutien apporté par la demande externe américaine.

Dans ce contexte, le Mexique devrait enregistrer une croissance inférieure à la moyenne régionale pour la troisième année consécutive, alors que plusieurs partenaires latino-américains, notamment au sein de l'Alliance du Pacifique (Mexique, Colombie, Pérou et Chili), afficheraient des perspectives plus favorables.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**Un an après son lancement, le Plan México n'a pas atteint ses objectifs en termes d'investissement.** Annoncé le 13 janvier 2025, le Plan México est le principal pari de l'administration Sheinbaum en matière de développement régional et de compétitivité. Il fixe des objectifs de développement sectoriel (automobile, aérospatial, semi-conducteurs, électronique, entre autres), de développement des infrastructures logistiques et énergétiques et de formation de talents à l'horizon 2030. L'objectif 2 du Plan México est d'augmenter la part des investissements dans le PIB à plus de 25 % à partir de 2026 et à plus de 28 % d'ici 2030. La réalisation de cet objectif est cruciale pour positionner le Mexique parmi les 10 plus grandes économies du monde (objectif 1), créer 1,5 million d'emplois supplémentaires dans l'industrie manufacturière de pointe et les secteurs stratégiques (objectif 3) et augmenter de 15 % la valeur ajoutée nationale dans les chaînes de valeur mondiales (objectif 5). L'investissement a cependant diminué, passant de 24,8 % du PIB au T3 2024 à 22 % du PIB au T3 2025, soit un niveau inférieur à l'objectif de 25 % fixé dans le Plan México. La participation privée a dépassé les 85 % de l'investissement total, dans un contexte de contraction des investissements publics en raison de l'achèvement des mégaprojets du mandat présidentiel précédent et des efforts de consolidation budgétaire déployés en 2025.

**Les exportations mexicaines ont atteint 548 Mds USD entre janvier et octobre 2025, ce qui représente une croissance annuelle de 6,6 % de la valeur des exportations, malgré une baisse du volume exporté.** Le Mexique devrait clôturer l'année 2025 avec un record historique en termes de valeur des exportations alors que les expéditions internationales ont baissé au cours de l'année. Cette apparente contradiction révèle un changement structurel dans la composition du commerce extérieur, d'après le Conseil mexicain du commerce extérieur (COMCE), se traduisant par plus grande densité de valeur par expédition. Ce comportement rompt avec la logique traditionnelle du commerce mexicain, reposant historiquement sur de grands volumes, et témoigne d'une exportation plus sophistiquée, avec des produits à plus forte teneur technologique et à prix unitaire plus élevé. Le secteur automobile, qui représente environ 32 % des exportations, a enregistré une baisse de 5,2 % entre janvier et octobre 2025, restant un pilier du commerce extérieur mais ne figurant plus comme le moteur de la croissance des exportations. L'impulsion est venue du secteur des machines et équipements, qui a concentré près de 25 % du total des exportations et a enregistré une croissance de près de 60 %, devenant ainsi le principal moteur des exportations records atteintes au cours des dix premiers mois de l'année. Cette tendance pourrait refléter une reconfiguration industrielle, le Mexique s'orientant vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée, comme la fabrication électronique renforçant ainsi son intégration dans les chaînes mondiales de haute technologie. L'épicentre de ce phénomène se situe dans l'Etat de Chihuahua, où les exportations d'ordinateurs,

d'équipements de communication et de produits électroniques ont augmenté de 87 % g.a. entre janvier et octobre 2025, dépassant 27 Mds USD.

**Le gouvernement mexicain a précisé et actualisé sa position en vue de la révision à venir du T-MEC, en confirmant que sa priorité reste la préservation de l'accord et le renforcement de ses mécanismes institutionnels.** Lors de la conférence matinale du 15 janvier, le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a réaffirmé que le Mexique abordera les discussions avec les États-Unis et le Canada sur la base d'un traité jugé globalement favorable à l'emploi et à l'intégration régionale. La stratégie repose notamment sur le renforcement du règlement des différends afin de limiter les risques de mesures unilatérales, ainsi que sur la recherche de conditions de réciprocité, en particulier dans les domaines du travail et de certains secteurs, dont l'acier. Les autorités mexicaines entendent également appuyer leur argumentation sur des données commerciales, rappelant le rôle central du Mexique dans les échanges nord-américains. Les consultations menées auprès des secteurs productifs ont confirmé un consensus en faveur du maintien du T-MEC, sans proposition de modification substantielle de l'accord. Du côté américain, le président Donald Trump a indiqué que le T-MEC ne constituait pas une priorité de son agenda économique, en réaffirmant l'accent mis par son administration sur la relocalisation de la production industrielle aux États-Unis, en particulier dans le secteur automobile. Ces déclarations sont toutefois largement interprétées comme une stratégie de négociation visant à accroître la pression politique sur le Mexique et le Canada, alors même que plusieurs acteurs industriels américains continuent de soutenir la continuité du cadre actuel du T-MEC.

**Mercredi 14 janvier 2026, la Bourse mexicaine a atteint un nouveau record historique, l'indice S&P/BMV IPC progressant de 0,96 % à 66 975,6 points, porté notamment par la hausse des actions du Grupo Bimbo.** Après l'interruption temporaire de la tendance haussière observée la veille, le marché local des actions a enregistré une reprise des gains sur l'ensemble des indices. Ainsi, l'indice FTSE BIVA a progressé de 1,10 %, pour s'établir à 1 325,4 points. La majorité des valeurs composant l'indice a évolué en territoire positif, avec des hausses notables pour Grupo Bimbo (+2,4 %), Banorte (+2,4 %) et Grupo México (+2,0 %), traduisant un appétit soutenu des investisseurs et des conditions de marché favorables. Cette dynamique haussière s'inscrit dans un cadre macroéconomique marqué par une atténuation des pressions inflationnistes et une stabilisation des anticipations de politique monétaire.

## Sectoriel

**Afin de garantir la continuité de l'approvisionnement en médicaments jusqu'en 2030, l'entreprise publique mexicaine Birmex prévoit de mettre en œuvre un nouveau modèle d'achats consolidés de médicaments et d'intrants médicaux.** Cette stratégie vise à rationaliser les coûts, à obtenir les meilleures conditions tarifaires et à renforcer la transparence dans les acquisitions. En complément, un système intégré de suivi de la chaîne d'approvisionnement sera déployé. Il permettra de tracer en temps réel la distribution des médicaments jusqu'aux

différents établissements de santé, assurant leur acheminement efficace et ponctuel. Enfin, Birmex compte aussi moderniser ses sites de production afin de fabriquer des vaccins et autres produits pharmaceutiques. Ce projet, mené en partenariat avec des institutions académiques, vise à répondre à la demande nationale grâce à une production locale de haute qualité.

**À la suite de la fermeture de son usine historique de Morelos, le groupe Nissan réaffirme son engagement au Mexique en renforçant ses capacités de production dans l'Etat d'Aguascalientes.** Cette expansion passera par l'ouverture d'une nouvelle zone de production industrielle, visant à assurer la continuité de sa production et à soutenir son développement stratégique dans la région. Cette restructuration permettrait d'accroître la production annuelle du modèle Versa de 70 000 à 110 000 unités et celle de la NP300 de 25 000 à 90 000 unités, tout en intégrant 1 200 nouveaux collaborateurs. En 2024, Nissan a produit 648 000 véhicules au Mexique, sur une capacité nationale totale de 900 000 unités. Environ 80 % de cette production est destinée à l'exportation vers les États-Unis, et n'aurait été affectée que marginalement par les droits de douane en raison de la conformité au T-MEC. Par ailleurs, le groupe dispose de quotas d'importation suffisants pour approvisionner le marché mexicain en véhicules en provenance du Japon, des États-Unis et d'Inde, garantissant ainsi la continuité de ses opérations sans perturbation liée aux tarifs douaniers.

## Finances publiques

**En 2025, le ministère des Finances a refinancé sur le marché local un montant équivalent à 58 Mds USD, afin de contenir le service de la dette.** Ce montant est supérieur aux dépenses d'investissement approuvées pour 2025 ainsi qu'aux dépenses dans les domaines de l'éducation ou de la santé. Le ministère des Finances (SHCP) indique que huit refinancements ont été effectués l'année dernière sur le marché local, précisant que « *dans un contexte de baisse des taux par les banques centrales, des opérations de refinancement ont été menées afin de contenir le coût du service de la dette et de redistribuer les échéances du portefeuille du gouvernement fédéral* ». Le plus important refinancement de l'année dernière a eu lieu le 31 janvier 2025 pour un montant équivalent à 10 Mds USD. La demande totale s'est élevée à 15 Mds USD et la durée moyenne de la dette refinancée a été allongée de 2,14 ans. Le plan annuel de financement 2026 stipule que, comme les années précédentes, le financement sera principalement recherché sur le marché intérieur, c'est-à-dire que la dette sera principalement contractée en pesos. Le ministère des Finances a précisé qu'il se concentrera sur les placements à taux fixe et à long terme, et qu'il poursuivra le développement des instruments durables.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	15/01/2026
Bourse (IPC)	4,04%	34,09%	67 493,08 points
Change MXN/USD	-1,56%	-13,14%	17,70
Change MXN/EUR	-2,05%	-1,66%	20,54
Prix du baril mexicain	12,45%	-19,54%	58,07

## Amérique centrale

### Costa Rica

La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a réduit son taux d'intérêt directeur de 25 points de base, le portant à 3,25 % à partir de décembre 2025. Sur l'année 2025, la BCCR a abaissé son TPM de 75 points de base. La BCCR a souligné que l'inflation s'était établie à -0,4 % g.a en novembre, tandis que l'inflation sous-jacente avait atteint 0,5 %. Ces deux indicateurs restent inférieurs à l'objectif d'inflation de la Banque centrale (3 % ±1).

La Banque mondiale estime que l'économie costaricienne devrait enregistrer une croissance économique de 3,6 % en 2026 et de 3,7 % en 2027, tirée par la consommation intérieure. Dans son nouveau rapport Perspectives économiques mondiales, l'institution place le pays dans la moyenne de croissance prévue pour l'Amérique centrale. Les estimations de l'organisme multilatéral sont légèrement supérieures à celles de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) qui, dans son dernier rapport sur la politique monétaire d'octobre 2025, prévoyait une croissance de 3,5 % pour 2026 et de 3,8 % pour 2027.

Selon l'Agence de promotion du commerce extérieur du Costa Rica (PROCOMER), les exportations de biens du Costa Rica sont estimées à 20,9 Mds USD en novembre 2025, soit une augmentation de 15 % g.a.. Cette augmentation serait



principalement liée au secteur des équipements médicaux et de précision, qui aurait connu une hausse de 28 % entre janvier et novembre, les exportations atteignant 10,2 Mds USD. Sur la même période, les principaux produits exportés seraient également l'ananas (1,2 Mds USD), les bananes (966 M USD), les sirops et concentrés pour la préparation de boissons gazeuses (673 M USD), et le café (451 M USD). Les autorités soulignent que 2025 a été une année de croissance soutenue des exportations et des investissements, en témoignent les 55 nouveaux projets d'investissement direct étranger, dont 24 en dehors de l'aire métropolitaine de San José.

## El Salvador

**Selon la Banque centrale salvadorienne (BCR), les exportations du pays se sont élevées, sur les onze premiers mois de 2025, à 6,2 Mds USD, soit 3,7 % de plus que sur la même période de 2024.** La BCR souligne la baisse de 7,4 % des exportations du secteur de la *maquila*, compte tenu d'une plus faible demande des Etats-Unis dans le contexte d'incertitude qui a prévalu jusqu'à l'annonce, mi-novembre, d'un accord commercial bilatéral. La balance commerciale du pays affiche fin novembre un déficit de 10,2 Mds USD, supérieur de 1,6 Md USD et près de 19 % à celui enregistré sur les onze premiers mois de 2024, les importations du pays ayant représenté, entre janvier et novembre 2025, 16,4 Mds USD, soit 12,5 % de plus qu'en 2024. Les Etats-Unis demeurent sur la période le premier partenaire du Salvador, ayant fourni 26 % de ses importations (4,2 Md USD) et absorbé 31 % de ses exportations (1,9 Md USD).

## Guatemala

**Selon l'Institut national du Tourisme (Inguat), le pays a en 2025 reçu 3,4 millions de visiteurs étrangers, nombre record supérieur de 10,6 % à celui de 2024.** Environ 2,1 millions, soit 62 % du total, provenaient d'Amérique centrale (dont 1,5 million, soit 45 % du total, du Salvador), 830 000 (soit 25 %) d'Amérique du nord (dont 670 000, soit 20 %, des Etats-Unis), 67 000 (2 %) de Colombie (principal pays de provenance en Amérique du Sud) et 28 500 (0,8 %) d'Espagne (principal pays émetteur en Europe). Le Plan directeur de Tourisme durable 2026-2036, élaboré par l'Inguat et l'ONU Tourisme et publié début décembre, prévoit une moyenne de 4,6 millions de touristes étrangers par an sur les dix prochaines années.

**Selon la Banque centrale (Banguat), le Guatemala a reçu, entre janvier et septembre 2025, 1,4 Md USD d'IDE, soit une augmentation de plus de 12 % g.a..** Banguat prévoit sur l'année un total de 1,875 Md USD, supérieur de 10 % au total de 2024, et 2,065 Md USD en 2026. Quatre secteurs d'activité concentrent 90 % des IDE : banque et assurance (639 M USD, soit 45 % du total) ; industries manufacturières (222 M USD, 16 %) ; vente et réparations automobiles (206 M USD, 15 %) ; information et communications (203 M USD, 14 %). Les principaux pays de

provenance sont les pays d'Amérique centrale (511 M USD, soit 36 % du total), les Etats-Unis (279 M USD, 20 %), le Mexique (182 M USD, 13 %), et en Europe les Pays-Bas (125 M USD, 9 %), le Luxembourg (112 M USD, 8 %), et l'Espagne (48 M USD, 3 %).

## Honduras

**La Banque centrale hondurienne (BCH) a fait état le 6 janvier de réserves nettes de change de 10,25 Mds USD, soit 6,2 mois d'importations,** à la faveur en particulier « *des bons résultats des exportations de café, du flux constant des transferts de fonds des Honduriens de l'étranger, et de décaissements de prêts internationaux* ». Le directeur de la Politique économique du Conseil hondurien des Entreprises privées (Cohep), principale organisation patronale du pays, Santiago Herrera, a évoqué « *une nouvelle très positive pour l'administration Asfura, qui prendra ses fonctions le 27 janvier* », et jugé « *essentiel qu'un petit pays à l'économie très ouverte comme le Honduras sache protéger sa position extérieure face aux risques réels de ralentissement de la croissance mondiale au cours des prochains mois* ». L'économiste hondurien Obed García considère pour sa part que « *cette situation favorable doit permettre de prendre au plan monétaire des mesures qui seront favorables à l'économie du pays* ».

## Nicaragua

**Le rapport Perspectives macroéconomiques 2025-2026 publié ce 12 janvier par la Banque centrale du Nicaragua (BCN) fait état, pour 2026, d'une prévision de croissance de 3,5 à 4,5 %, d'un taux de chômage stable entre 3 et 3,5 %, et d'un taux d'inflation de 2,5 à 3,5 %,** « *contenu par des politiques monétaires et fiscales appropriées et un contexte de réduction de l'inflation internationale* ». Le rapport évoque « *les risques qui pourraient affecter l'économie, tels que des chocs commerciaux et des événements climatiques* », mais souligne « *la solidité de l'économie nationale et les outils disponibles pour atténuer leurs effets* ». Pour 2025, la BCN a revu à la hausse sa prévision de croissance, avec 4,5 à 5 % (contre 3 à 4 % prévus en octobre), et prévoit un taux de chômage de 3 à 3,5 % et un taux d'inflation de 2,5 à 3 %.

## Panama

**Le gouvernement envisage de proposer des ajustements du Code fiscal afin d'imposer aux entreprises étrangères opérant sur le territoire de démontrer une « substance économique effective ou une présence réelle ».** Selon les autorités, cette initiative vise à aligner le cadre juridique national sur les standards internationaux relatifs à l'activité économique réelle des entreprises et constitue une condition indispensable à la sortie du Panama de la liste des États et territoires

non coopératifs en matière fiscale de l'Union européenne. La notion de « substance économique » implique que les sociétés étrangères établies au Panama soient en mesure de justifier d'une présence effective et d'une activité réelle dans le pays, notamment à travers des bureaux physiques, du personnel salarié et des dépenses opérationnelles locales, et de démontrer que leurs activités ne se limitent pas à des fonctions purement administratives. Un certain délai sera toutefois nécessaire pour l'adoption et la mise en œuvre de ces mesures. En conséquence, le gouvernement n'anticipe pas de retrait de la liste européenne des États et territoires non coopératifs en matière fiscale avant octobre 2026, voire février 2027. Les régimes spéciaux (zones franches, régime SEM et EMA) ne devraient pas être concernés par ces évolutions.

**Le gouvernement panaméen a approuvé l'utilisation d'un plan de financement de la Banque mondiale, pouvant atteindre 1,9 Md USD sous forme de prêts et de garanties, afin de faire face aux échéances de la dette publique prévues au T1 2026.**

Les autorités indiquent que les fonds pourraient être débloqués dès janvier et seraient exclusivement affectés au refinancement de la dette existante. Selon le gouvernement, cette opération permettrait de réduire le coût de la dette, avec des économies d'intérêts estimées à 64,6 M USD par an, soit près de 830 M USD sur la durée totale des prêts.

**Le procès panaméen de l'affaire Odebrecht, vaste scandale de corruption ayant ébranlé l'Amérique latine, s'est ouvert ce lundi 12 janvier après plusieurs années de blocage procédural.**

L'audience devrait voir comparaître 23 prévenus, certains en présentiel et d'autres par visioconférence. Figurent notamment parmi eux l'ancien président Ricardo Martinelli, ainsi que d'anciens ministres, des hommes d'affaires, des banquiers et des intermédiaires financiers. Le parquet anticorruption entend démontrer que des responsables panaméens, en lien avec des cadres du groupe Odebrecht, auraient orchestré le versement de plusieurs millions de dollars de pots-de-vin, ensuite blanchis via le système financier national, afin de garantir l'attribution de grands projets d'infrastructures à l'entreprise brésilienne. Déjà jugée dans plusieurs pays de la région, l'affaire Odebrecht a donné lieu à de nombreuses condamnations à l'issue d'enquêtes de grande ampleur, ayant établi le versement d'environ 788 M USD de pots-de-vin dans au moins douze pays d'Amérique latine.

**Le secteur touristique panaméen aurait généré 5,4 Mds USD de recettes entre janvier et octobre 2025, en hausse de 9,3 % en glissement annuel.**

Selon l'Autorité du tourisme de Panama (ATP), le pays aurait accueilli 2,38 millions de voyageurs au cours des dix premiers mois de 2025, soit une progression de 7,1 % g.a.. L'aéroport international de Tocumen s'est confirmé comme la principale porte d'entrée du pays, avec plus de 1,64 million de visiteurs, réaffirmant son rôle de hub aérien régional.



# Caraïbes

## Cuba

**L'émigration cubaine vers le Brésil connaît une nette accélération ces dernières années.** Entre 2010 et 2024, 52 373 ressortissants cubains ont déposé une demande de statut de réfugié au Brésil. Cette dynamique s'est toutefois fortement intensifiée à partir de 2022, le nombre de demandes passant de 5 484 en 2022 à 30 731 en 2025, reflétant la tendance générale à la hausse de l'émigration cubaine. Cette progression traduit à la fois la persistance des difficultés économiques à Cuba et des aspirations accrues à une installation à l'étranger. À la fin septembre 2025, 17 818 Cubains étaient enregistrés comme immigrants au Brésil, la majorité bénéficiant d'un statut de résident. Parmi eux, 79 % ont obtenu ce statut dans le cadre de procédures de regroupement familial. Historiquement, le Brésil ne constituait pas une destination privilégiée pour les Cubains souhaitant s'installer à l'étranger. Cette évolution récente pourrait s'expliquer par le durcissement progressif des conditions d'accès aux États-Unis, incitant une partie des migrants cubains à se tourner vers des destinations alternatives.

## Jamaïque

**L'agence de notation S&P a confirmé la note souveraine de la Jamaïque à BB à long terme, tout en révisant la perspective de « positive » à « stable ».** L'agence souligne que les conséquences de l'ouragan Melissa - catastrophe ayant provoqué environ 8,8 Mds USD de dégâts, soit plus de 40 % du PIB jamaïcain en 2024, et endommagé environ un tiers des infrastructures du pays - réduisent les probabilités de renforcement des capacités de crédit. Bien qu'une reprise économique soit attendue dans le cadre des efforts de reconstruction, S&P anticipe un affaiblissement temporaire de la situation budgétaire, à mesure que les besoins de dépenses et l'endettement augmenteront. L'agence prévoit une contraction du PIB de 2 % en 2025, suivie d'un recul de 1,8 % en 2026, avant un redressement avec une croissance moyenne estimée à 3 % sur la période 2027-2028. Le secteur touristique, qui représente jusqu'à 30 % du PIB jamaïcain en incluant les contributions directes et indirectes, aurait déjà rétabli ses opérations dans 70 % des hôtels du pays, parallèlement à la reprise de l'activité de l'ensemble des principaux ports de croisière et aéroports. Environ 80 % des exploitants hôteliers devraient reprendre leurs activités d'ici fin janvier 2026.

## République Dominicaine

**En ce début d'année 2026, le président dominicain Luis Abinader a annoncé l'entrée de son gouvernement dans « une nouvelle étape », marquée par une série de nominations et de réorganisations au sein de ministères et d'institutions clés, visant à renforcer l'action publique.** Parmi les changements les plus notables figurent la nomination de l'ingénieur agronome Francisco Oliviero Espailat

Bencosme à la tête du ministère de l'Agriculture, de l'expert-comptable Pedro Porfirio Urrutia Sangiovanni à la Direction générale des impôts internes (DGII), ainsi que celle de l'ancien directeur des douanes Eduardo « Yayo » Sanz au ministère de l'Industrie, du Commerce et des PME (MICM). Ces ajustements s'inscrivent dans une logique de continuité technique et de renforcement des secteurs stratégiques, avec pour objectif affiché de dynamiser l'économie nationale. Depuis l'échec de la réforme fiscale de 2024, le gouvernement privilégie l'optimisation des instruments existants plutôt que la mise en œuvre de réformes structurelles d'ampleur. Un Conseil des ministres élargi a par ailleurs été convoqué le 11 janvier afin de prioriser et d'articuler les projets stratégiques de l'année, en cohérence avec les dix grandes priorités gouvernementales du quadriennat 2024-2028. Ces priorités, déjà mises en avant lors de l'adoption du budget, incluent notamment la formalisation de l'emploi - la République dominicaine affichant, selon l'Organisation Internationale du Travail, l'un des taux de chômage les plus faibles d'Amérique latine (4,9 %) - le renforcement des infrastructures et des services publics essentiels, la dynamisation de la croissance et le développement agricole, entre autres. Le gouvernement a insisté sur la nécessité d'obtenir des résultats concrets, de garantir la transparence et d'assurer une gestion rigoureuse des ressources publiques, avec l'appui méthodologique de la Banque interaméricaine de développement (BID). Ces changements ont toutefois suscité des critiques de la part de l'opposition, qui y voit une simple « rotation de fonctionnaires » et des « récompenses à l'incapacité », plutôt qu'une véritable réforme structurelle. Plusieurs partis, dont la Fuerza del Pueblo et le Parti de la libération dominicaine (PLD), dénoncent l'absence de rupture avec les pratiques passées et mettent en doute la capacité de ces ajustements à répondre efficacement aux défis du pays.

## Trinidad-et-Tobago

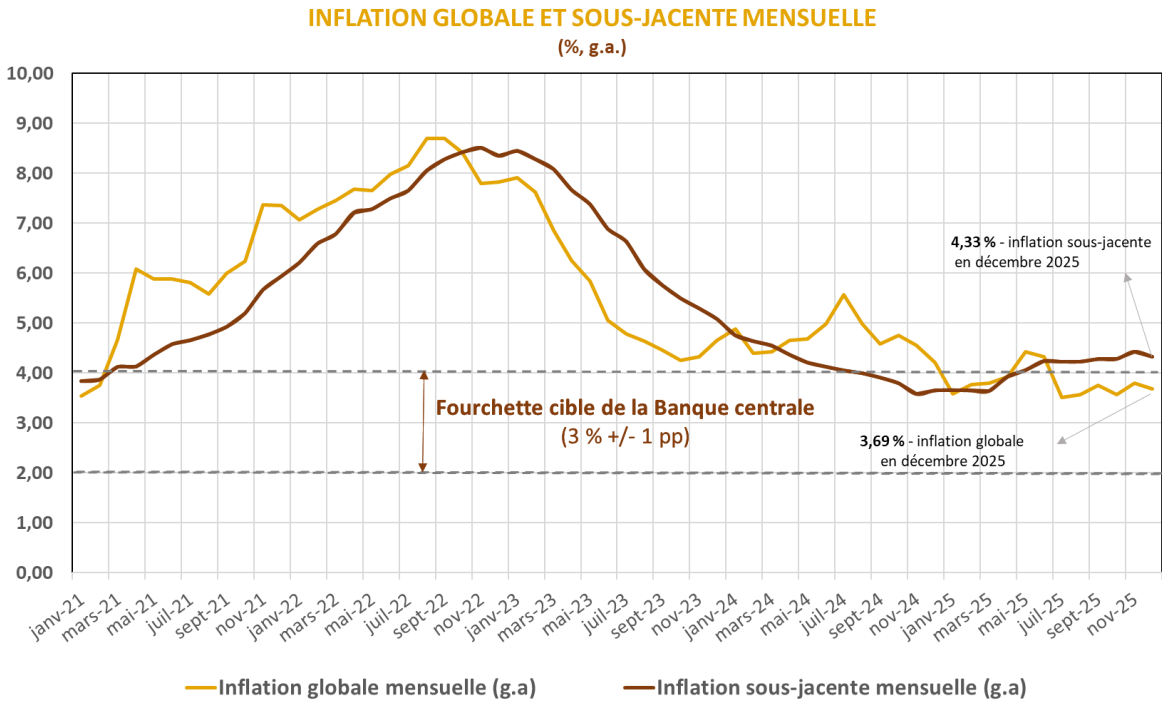
**Le gouvernement de Trinidad-et-Tobago prévoirait environ 9 Mds USD d'investissements dans le secteur énergétique d'ici 2028.** Les autorités indiquent que cette hausse serait principalement portée par l'intensification des activités en aval de la chaîne de valeur, rendue possible par la renégociation de certains mécanismes contractuels avec les acteurs concernés, notamment dans les activités de distribution, qui auraient été négligées par le précédent gouvernement. Selon les données présentées par l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) de Trinidad-et-Tobago, les entreprises du secteur auraient généré environ 17,3 Mds USD de recettes en devises entre 2011 et 2024, dont 14,8 Mds USD attribués à BP et à la National Gas Company, confirmant le rôle central du secteur énergétique dans l'économie nationale.

# Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

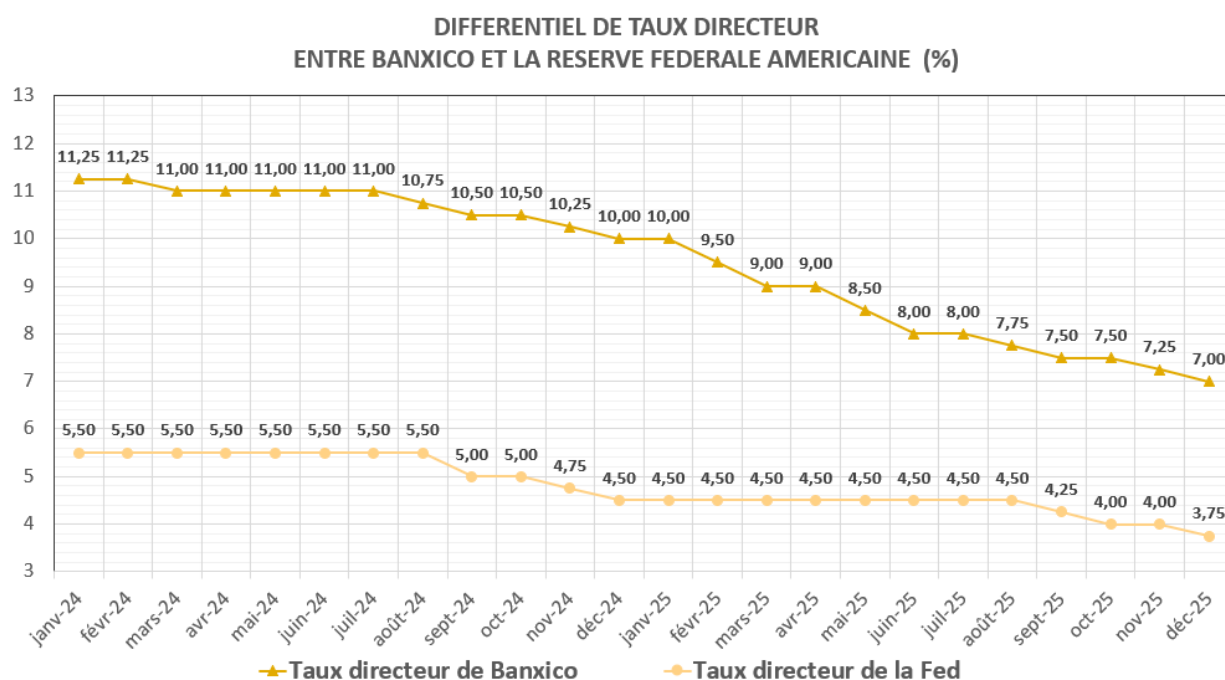
## - Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

[Source](#) : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

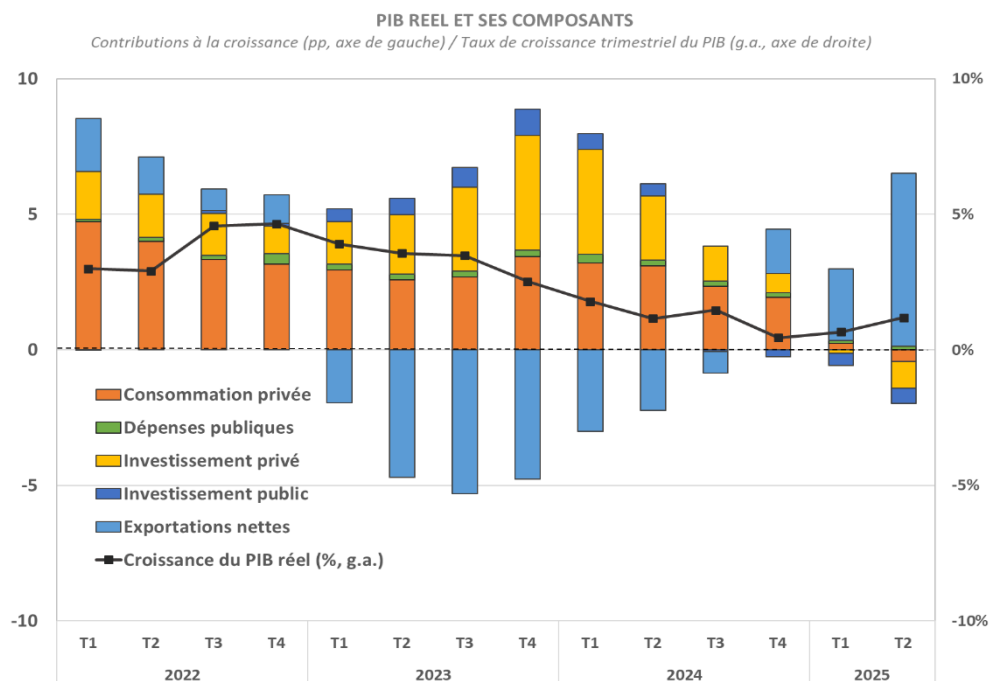


[Source](#) : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



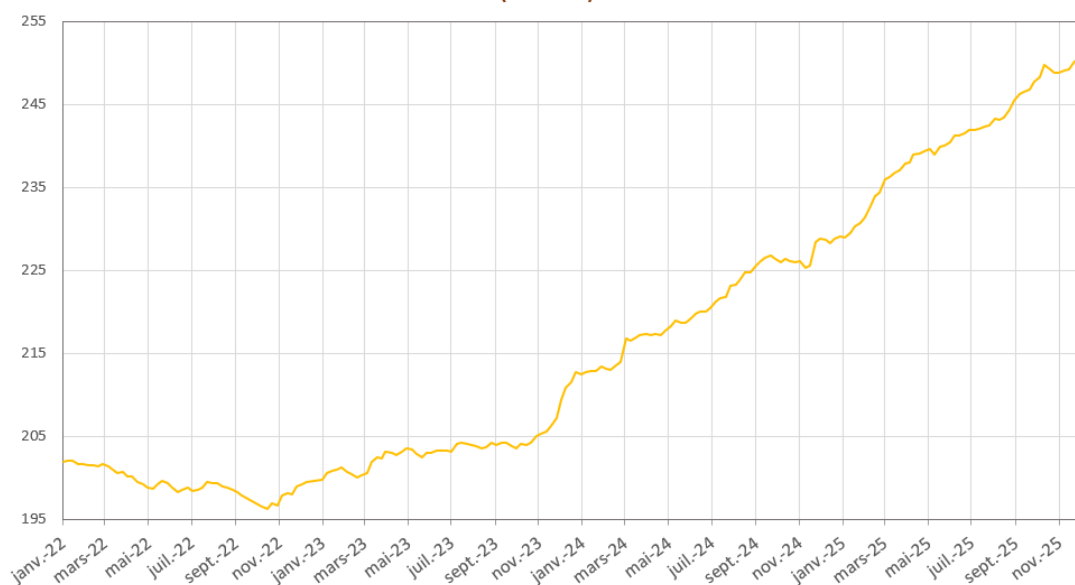
Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



### NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)